

Questions orales

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je pense qu'il serait prématuré de dire maintenant que ces deux provinces, à plus forte raison que les trois provinces maritimes, ont promis d'accepter cette mise en commun. Je crois cependant pouvoir dire, sans afficher un optimisme surfait, que ces trois provinces étudient d'un œil favorable la possibilité de créer une société qui pourrait non seulement produire de l'électricité et l'acheminer, mais aussi en acheter aux autres provinces.

LA POSSIBILITÉ D'UTILISATION DE L'ÎLE GULL

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Une autre question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre pourrait-il dire si l'on a étudié à nouveau la question de l'utilisation de l'île Gull, où l'on pourrait produire de l'énergie pour toute la région de l'Atlantique?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, comme le député l'a peut-être déjà remarqué d'après ma réponse précédente, j'ai parlé de la possibilité de créer une société. C'est justement une des choses auxquelles j'ai toujours pensé pour la Maritime Power Corporation, c'est-à-dire en faire un mécanisme autorisé à acheter de l'électricité d'autres provinces et, en particulier, bien sûr, de la centrale de Gull Island, à raison peut-être de 1,000 mégawatts par an.

● (1430)

LES MOTIFS DE LA FAIBLE AFFECTATION DE FONDS AU PROGRAMME D'AIDE À L'ISOLATION DES MAISONS EN VUE D'ÉCONOMISER L'ÉNERGIE

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Monsieur l'Orateur, au sujet de l'isolation qui vise surtout à aider la Nouvelle-Écosse, avant de faire son annonce originale le ministre a-t-il discuté avec son collègue du fait qu'un programme d'aide à la remise en état des habitations résidentielles est en vigueur depuis cinq ans et prévoit justement, entre autres choses, l'isolation comme moyen de conserver l'énergie et la raison pour laquelle des montants plus substantiels n'ont pas été affectés à cet excellent programme?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Comme le député l'a peut-être déjà noté, monsieur l'Orateur, nos propositions avaient trait à un programme de subventions et non à un programme de prêts.

* * *

[Français]

L'INDUSTRIE

LES TEXTILES—ON DEMANDE DE METTRE FIN AU DUMPING AMÉRICAIN EN VUE DE RÉDUIRE LE TAUX DU CHÔMAGE

M. Louis Duclos (Montmorency): Monsieur le président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce.

Pourrait-il dire à la Chambre si les récents congédiements massifs survenus dans l'industrie du textile, plus particulièrement au Québec, vont l'inciter à prendre des mesures immé-

[M. Howie.]

diatement, en vue de contrer le dumping en provenance des États-Unis?

L'hon. Jean Chrétien (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur le président, nous étudions cette question, et comme l'honorable député le sait, au mois de novembre dernier nous avons annoncé des mesures concernant l'industrie du vêtement qui ont été assez controversées. Je sais qu'il existe présentement un problème vis-à-vis l'importation de certains matériels de textile en provenance des États-Unis. Cependant, il n'a pas encore été établi qu'il s'agissait d'un cas de dumping. Le ministère fait présentement enquête, et nous espérons agir aussitôt que nous aurons eu un rapport définitif à ce sujet.

* * *

[Traduction]

LA FONCTION PUBLIQUE

LES MOTIFS DE L'INSCRIPTION DE CERTAINS FONCTIONNAIRES SUR LA PRÉSUMÉE LISTE NOIRE

M. Stuart Leggatt (New Westminster): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au solliciteur général et fait suite en quelque sorte à celle qu'a posée un peu plus tôt le député de Central-Nova. Si j'ai bien compris la réponse du ministre, celui-ci était au courant de la liste en question, ou du moins de la lettre que son prédécesseur aurait écrite au sujet de cette liste, mais les personnes dont les noms figuraient sur cette liste auraient été soumises à un test de sécurité parce qu'elles devaient avoir accès à des renseignements confidentiels. J'aimerais que le ministre clarifie maintenant sa réponse pour la gouverne de la Chambre et lui dise si on avait mis le nom de ces personnes sur la liste parce qu'elles détenaient des renseignements dont la publication aurait pu porter atteinte à la sécurité de l'État?

L'hon. Francis Fox (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, à l'heure actuelle du moins, aucune liste de ce genre n'existe. J'essayais simplement d'expliquer à la Chambre que toutes les fois qu'un fonctionnaire est nommé à un poste où il aura accès à des renseignements confidentiels et qui doivent le rester, ce fonctionnaire est soumis à un test de sécurité.

LES CONCLUSIONS DE L'ENQUÊTE DU PREMIER MINISTRE SUR L'EXISTENCE PRÉSUMÉE D'UNE LISTE NOIRE

M. Stuart Leggatt (New Westminster): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au leader du gouvernement à la Chambre. Comme en fait foi le hansard du 13 octobre, le premier ministre avait laissé entendre à propos de l'affaire Walter Rudnicki et de l'opposition extraparlamentaire qu'il allait s'informer et faire enquête, car à l'époque il ne possédait aucune information à ce sujet. Le leader du gouvernement à la Chambre pourrait-il maintenant dire si l'on a vraiment effectué une telle enquête et interrogé les divers ministres pour savoir si une telle liste avait circulé parmi les membres du cabinet?